

GOUVERNEMENT OUYAHIA

Les raisons d'une démission retardée

La tradition n'a pas été respectée. Le Premier ministre Ahmed Ouyahia n'a pas présenté la démission de son gouvernement sitôt le serment présidentiel prêté. De quoi procède-t-il que soit ainsi tordu le cou aux us en la matière ?

Sofiane Aït Iflis - Alger

(Le Soir) - Cela fait trois jours que le président Abdelaziz Bouteflika a prêté serment et entamé officiellement son troisième mandat d'affilée. Ahmed Ouyahia, le Premier ministre, n'a toujours pas présenté la démission de son gouvernement, comme le consacre la tradition.

Du moins, officiellement, il n'a pas été fait cas d'une démission... d'une démission-reconduction. Le gouvernement est toujours en place. Sera-t-il maintenu tel quel ? Sera-t-il recomposé ? Quand cela interviendra-t-il, s'il advient ? Voici une brochette de questions que les cercles politiques et médiatiques et même une large opinion partagent déjà.

Il faut dire que le Premier ministre n'est tenu par aucune obligation constitutionnelle de

remettre la démission de son gouvernement automatiquement après la réélection du président de la République.

C'est juste la coutume qui veut que le gouvernement accomplisse un tel geste. Cette coutume veut aussi que la démission intervienne immédiatement après que le président élu eut pris officiellement ses fonctions.

Cette fois-ci, ça n'a pas été le cas. Mais cela ne signifie pas forcément qu'Ahmed Ouyahia manquera de remettre la démission de son gouvernement dans les jours qui viennent.

Et s'il vient à le faire, il n'aura donc pas passé outre la tradition mais il aura juste mis du temps pour s'y conformer. Nécessairement, ce ne sera pas sans raison qu'il aura pris tout son temps pour le faire. On peut déjà souligner des conjectures.



Le gouvernement sera-t-il reconduit ?

Il est possible que ce soit le président de la République qui a recommandé à son Premier ministre de ne pas faire preuve de promptitude à dégaîner la démission de son gouvernement.

Ceci pour lui laisser le temps de mener les consultations nécessaires à la configuration de la

nouvelle équipe gouvernementale.

Car, après l'amendement de la Constitution le 12 novembre 2008, c'est le président de la République qui nomme les membres du gouvernement après consultation du Premier ministre (art 79). Avant la révision constitutionnelle, le prési-

dent de la République chargeait le chef du gouvernement de former un gouvernement et de le soumettre pour approbation.

Avec la nouvelle donne constitutionnelle, un Premier ministre démissionnaire peut être reconduit mais pas avec mission première de former

un gouvernement. Plus clairement, si Ouyahia avait démissionné immédiatement après la prestation de serment par le président Bouteflika et qu'il avait été reconduit dans ses fonctions, il aurait fallu que sa reconduction s'accompagne soit de la reconduction de l'ensemble du gouvernement, soit de la nomination simultanée d'une nouvelle équipe.

Sinon, Ouyahia reconduit seul aura été un Premier ministre en attente d'un gouvernement à coordonner.

Cela étant, il ne semble pas qu'il soit dans les intentions de Bouteflika de reconduire la même équipe gouvernementale, sinon il aurait autorisé Ouyahia à lui présenter sa démission comme de tradition.

Le président Bouteflika a donc l'intention de remodeler le gouvernement.

On évoque déjà un changement à la tête d'une quinzaine de départements ministériels.

S. A. I.

FRONT NATIONAL ALGÉRIEN

Touati dans le collimateur des «redresseurs»

Après l'entracte de l'élection présidentielle, le vent de redressement reprend de souffler sur le Front national algérien (FNA). Des députés et cadres du parti pressent Moussa Touati de basculer ouvertement dans le giron du pouvoir.

Les auteurs de cette bravade ne comptent pas parmi les fidèles partisans du président du FNA, notamment Mohamed Benhamou qui rumine une vieille querelle organique avec Moussa Touati.

Avec un groupe de cadres du parti, Mohamed Benhamou avait déjà tenté de subtiliser le FNA à Moussa Touati, en structurant une direction parallèle. C'était avant que la scène politique ne se mette en mode de préchauffement électoral. L'arbitrage sollicité du département de l'intérieur a été, on se le rappelle, favorable à Moussa Touati.

Ce dernier a pu dès lors vaquer tranquillement à la préparation de sa candidature pour l'élection présidentielle du 9 avril. Il n'au-

ra pas eu la participation heureuse, on le sait. Sa déconvenue électorale, attendue, en somme, dans cette course où le candidat Bouteflika partait gagnant, n'a pas été pour calmer ses contradicteurs au sein du parti. Aussi n'ont-ils pas raté l'occasion de le taquiner à nouveau.

En effet, Benhamou et ses camarades ont estimé que le score électoral du candidat Touati a été en deçà des attentes et que la responsabilité de cet échec lui incombe. «Nous sommes un parti nationaliste et notre place naturelle n'est pas parmi l'opposition. Comme nous n'endossons pas la responsabilité de l'échec dans l'élection présidentielle», confie-t-il à *El Khabar*.

Plus clairement,

Benhamou juge Touati pas suffisamment proche du pouvoir et il lui suggère de s'en rapprocher davantage. Et le meilleur rapprochement que Benhamou conçoit consiste en l'intégration du gouvernement. Rien que ça.

«Nous voulons que le FNA soit partie prenante dans la prise de décision, qu'il soit à l'intérieur et non à l'extérieur du gouvernement.» Benhamou parle comme si le FNA ferait l'objet de sollicitation à intégrer le gouvernement et que Moussa Touati hésiterait.

Or, à notre connaissance, on n'est pas encore dans ce cas de figure. Aussi il n'est pas à écarter que Benhamou soit animé par une ambition égoïste, celle qui le hisserait de son statut de parlementaire à celui de ministre.

D'ailleurs, il rappelle que le FNA avait été sollicité par le passé pour figurer dans le gouvernement et



Moussa Touati face à ses contradicteurs.

que Touati avait décliné l'offre. Benhamou voudrait que la question soit aujourd'hui soumise à débat lors d'un congrès extraordinaire qui sera convoqué pro-

chainement.

Serait-ce une réédition de sa tentative passée de subtiliser le parti à Touati ? Car, à se fier au dernier arbitrage du ministère de

l'Intérieur, Benhamou et ses camarades ne sont pas fondés statutairement à organiser un tel conclave.

S. A. I.